

Unité interdépartementale des deux Savoie  
430, rue Belle Eau  
ZI des Landiers Nord  
73011 Chambéry

Chambéry, le 20 décembre 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29 novembre 2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ONYX AUVERGNE RHONE-ALPES**

Les Coutres  
Rue Benoît Perret  
73410 Entrelacs

Références : 20231129-RAP-ONYX-Entrelacs-Inspection  
Code AIOT : 0006104307

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/11/2023 dans l'établissement ONYX AUVERGNE RHONE-ALPES implanté Agence Savoie Les Coutres Rue Benoît Perret 73410 Entrelacs. L'inspection a été annoncée le 27/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ONYX AUVERGNE RHONE-ALPES
- Agence Savoie Les Coutres Rue Benoît Perret 73410 Entrelacs
- Code AIOT : 0006104307
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société VEOLIA est régulièrement autorisée, par un arrêté préfectoral du 10/05/07, à exploiter un centre de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux, au sein de son établissement situé sur le territoire de la commune nouvelle d'Entrelacs (ex-Albens). Le classement des activités a été mis à jour par arrêté du 29 juin 2022.

Le site qui occupe une surface totale de 33 000 m<sup>2</sup> est situé dans une zone à vocation artisanale, à l'écart des habitations. Une trentaine de personnes travaillent actuellement au sein de l'établissement, dont 4 seulement dédiées à l'exploitation des installations de tri, transit et regroupement de déchets (le gros de l'effectif est constitué par les transporteurs). Les déchets, principalement des déchets d'activités économiques, proviennent de la Haute-Savoie, la Savoie et l'Ain.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Situation administrative
- Télédéclaration GERP
- Effluents liquides
- Moyens d'interventions
- Cuves de stockages des huiles usagées

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Télédéclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 3	Lettre de suite préfectorale	1 mois
3	Contrôles périodiques effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, article 4.5 et 4.6	Lettre de suite préfectorale	1 mois
5	Réservoirs stockage déchets huiles usagées	Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, article 5	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative du site	AP Complémentaire du 29/06/2022, article 1	Sans objet
4	Moyens de secours incendie	Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, article 6.4	Observation

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Nous proposons de demander à l'exploitant par lettre de suite préfectorale, sous un délai d'un mois :

- de transmettre les données de déclaration GERP 2022 concernant les flux entrants et sortants de déchets dangereux et non dangereux. En outre, il s'assurera, conformément à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31/01/2008 de transmettre sa déclaration GERP pour l'année 2023, au plus tard le 31 mars 2024 ;
- concernant la rétention et les cuves d'huiles usagées :
  - 1/ confirmer que le pompage des eaux pluviales présentes dans la rétention des cuves d'huiles usagées a été réalisé ;
  - 2/ transmettre un rapport d'analyse de ces eaux pluviales, qui seront analysées en aval du séparateur à hydrocarbures, avant rejet dans le milieu naturel ;
  - 3/ confirmer le retrait des boîtiers de dérivation, destinés initialement à l'alimentation des réchauffeurs des tuyauteries associées aux cuves. A défaut, l'exploitant envisagera de les rehausser ou prévoira un pompage de la rétention pour éviter tout risque d'immersion de ces boîtiers de dérivation ;
  - 4/ justifier du bon état et de l'entretien des cuves et notamment des parois extérieures et des fonds de cuves qui semblent présenter un état de corrosion prononcé ;
  - 5/ justifier que les cuves sont bien reliées à la terre ;
- concernant les effluents liquides, transmettre les résultats d'analyses eaux pluviales pour les années 2022 et 2023 ainsi que le dernier justificatif d'entretien des séparateurs à hydrocarbures.

Enfin, nous demandons à l'exploitant de mettre en place la traçabilité des contrôles du bon fonctionnement des vannes d'isolement. Ce point de traçabilité sera à justifier lors de la prochaine

inspection. En outre, il est demandé à l'exploitant de vérifier l'étanchéité des vannes d'isolement lors du prochain essai de fonctionnement.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative du site

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/06/2022, article 1			
<b>Thème :</b> Situation administrative,			
<b>Prescription contrôlée :</b> Niveaux présents sur site ou surface exploitée			
<b>Constats :</b> Les volumes d'activité respectent ceux autorisés par l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 juin 2022 :			
Rubrique/ régime	Activité	Niveau autorisé sur le site	Niveau constaté sur le site le jour de l'inspection
3510-A	Élimination ou valorisation des déchets dangereux avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours aux activités suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>mélange avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520</li> <li>reconditionnement avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520</li> </ul>	Capacité maximale :  17,9 tonnes par jour	5 tonnes/jour
3550-A	Stockage temporaire de déchets dangereux	Quantité maximale de déchets dangereux entreposée sur le site : 253 tonnes	75 tonnes
2791-2-A	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782	Quantité maximale de déchets traités sur le site: <b>40t/j</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>broyage de déchets de bois et de papiers</li> </ul>	Maximum 10 t/jour
2718-1-A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2717, la quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 tonne.	Quantité maximale de déchets dangereux entreposée sur le site : <ul style="list-style-type: none"> <li>Batteries: 20 t</li> <li>Huiles usagées: 229 t</li> <li>Emballages et chiffons souillés: 4 t</li> </ul> Total : 253 t	Quantité maximale constatée : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Batteries : 20 t</li> <li>- Huiles usagées : 55 t</li> <li>- Emballages et chiffons souillés : aucun</li> </ul> Total : 75 t
2717-NC	Station de transit de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques	Quantité maximale présente sur le site: <ul style="list-style-type: none"> <li>gravats : <b>60 m<sup>3</sup></b></li> </ul>	Aucun
2716-2DC	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714 et 2715, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur	Quantités maximales autorisées sur le site: <ul style="list-style-type: none"> <li>déchets en mélange, y compris avec fraction fermentescible et refus de tri : 200m<sup>3</sup></li> <li>déchets verts : 30m<sup>3</sup></li> <li>déchets de plâtre : 100</li> </ul>	Quantités maximales constatées sur le site: <ul style="list-style-type: none"> <li>déchets en mélange, y compris avec fraction fermentescible et refus de tri : 100m<sup>3</sup></li> <li>déchets verts : une benne de 30m<sup>3</sup></li> </ul>

	à 1 000 m <sup>3</sup> .	m <sup>3</sup> Total : 330 m <sup>3</sup>	• déchets de plâtre : une benne de 20 m <sup>3</sup> Total : 150 m <sup>3</sup>
2715-NC	Installation de tri, transit ou regroupement de déchets non dangereux de verre	Volume maximal autorisé sur le site : 40 m <sup>3</sup>	Volume maximal constaté sur le site : 30 m <sup>3</sup>
2714-1-E	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1000 m <sup>3</sup> .	Quantités maximales autorisées sur le site : • papiers/cartons: 3000 m <sup>3</sup> • bois: 300 m <sup>3</sup> • plastique:150 m <sup>3</sup> • pneumatiques: 60 m <sup>3</sup> Total : 3510 m <sup>3</sup>	Quantités maximales présentes sur le site : • papiers/cartons: 150 m <sup>3</sup> • bois: 300 m <sup>3</sup> • plastique:150 m <sup>3</sup> • pneumatiques: néant Total : 600 m <sup>3</sup>
2713-1-E	Transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets métalliques non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliages de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2712, 2711, et 2712, la surface étant supérieure ou égale à 1000 m <sup>2</sup> .	Surface de stockage : 5000 m <sup>2</sup>	5000 m <sup>2</sup>
2710-1-NC	Installation de collecte de déchets dangereux apportés par le producteur initial.	La quantité de déchets susceptible d'être présents dans l'installation étant inférieure à 1 tonne	néant
2710-2-NC	Installation de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial	Le volume de déchets susceptible d'être présents dans l'installation étant inférieur 100 m <sup>3</sup>	néant
<b>Type de suites proposées : Sans suite</b>			

## N° 2 : Télédéclaration GERE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 3
<b>Thème :</b> Transmission de la télédéclaration GERE
<b>Prescription contrôlée :</b> Transmission déclaration annuelle GERE
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas transmis sa déclaration pour l'année 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Nous proposons de demander à l'exploitant, par lettre des suite préfectorale, de transmettre, sous un délai d'un mois, les données concernant les flux entrants et sortants de déchets dangereux et non dangereux pour l'année 2022. En outre, il s'assurera, conformément à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31/01/2008 de transmettre sa déclaration GERE pour l'année 2023, au plus tard le 31 mars 2024.
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 3 : Contrôles périodiques effluents liquides

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, article 4.5.2, 4.6.1 et 4.6.4
<b>Thème(s) :</b> Qualité des effluents liquides
<b>Prescription contrôlée :</b> 4.5.2 - Valeurs limite des rejets aqueux : <ul style="list-style-type: none"><li>• pH compris entre 5,5 et 8,5</li><li>• température inférieure à 30°</li><li>• concentration en hydrocarbures totaux inférieure à 10 mg/l</li><li>• concentration en matières en suspension (MES) inférieure à 35 mg/l</li></ul> 4.6.1 - Conditions de rejet : À l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.  4.6.4 - Contrôles périodiques L'exploitant fera réaliser des contrôles selon une fréquence annuelle.
<b>Constats :</b> L'exploitant a précisé que des analyses eaux pluviales ont été réalisées en 2022 et 2023 et s'est engagé à transmettre les résultats post-inspection. Nous sommes toujours dans l'attente des résultats. Il a également précisé que le curage des séparateurs à hydrocarbures du site était prévu pour le 2 décembre 2023.
<b>Observations :</b> Nous demandons à l'exploitant, sous un délai d'un mois, de transmettre les résultats d'analyses eaux pluviales pour les années 2022 et 2023 ainsi que le dernier justificatif d'entretien des séparateurs à hydrocarbures.
<b>Type de suites proposées :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Propositions de délais :</b> 1 mois

### N° 4 : Moyens de secours incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, article 6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, moyens lutte incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement doit être doté de moyens de secours contre l'incendie, appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur.  Ces moyens se composent notamment de : <ul style="list-style-type: none"><li>• 2 poteaux incendie publics situés à 200 m du site délivrant un débit de 60 m<sup>3</sup>/h.</li><li>• La réalisation sur le site de l'entreprise d'une réserve d'eau de 300 m<sup>3</sup> aménagée pour la mise en aspiration des engins d'incendie. Cet aménagement sera protégé par un mur coupe feu.</li><li>• Des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés.</li><li>• Une réserve de sable sec et meuble en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, et des pelles.</li><li>• Un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</li><li>• Des plans de locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.</li></ul>
<b>Constats :</b> Le site dispose bien des moyens décrits dans l'arrêté préfectoral du 10 mai 2007, à savoir : <ul style="list-style-type: none"><li>- 2 poteaux incendie publics positionnés à proximité immédiate du site</li><li>- une réserve d'eau d'extinction de 200 m<sup>3</sup> avec une motopompe autonome et une autre réserve de 100 m<sup>3</sup>,</li><li>- des extincteurs.</li></ul> L'article 4.7.1 de l'arrêté préfectoral du 10 mai 2007 prévoit que les eaux d'extinction incendie

soient confinées sur des aires étanches par la mise en œuvre d'une vanne sur chaque exutoire des eaux pluviales. L'exploitant a indiqué que le bon fonctionnement de ces vannes était contrôlé annuellement lors du nettoyage des séparateurs d'hydrocarbures.
<b>Observations :</b> Nous demandons à l'exploitant de mettre en place la traçabilité des contrôles du bon fonctionnement des vannes. Ce point de traçabilité sera à justifier lors de la prochaine inspection. En outre, il est demandé à l'exploitant de vérifier l'étanchéité des vannes d'isolement lors du prochain essai de fonctionnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Réservoirs stockage déchets huiles usagées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, article 5
<b>Thème :</b> Prescriptions relatives aux stockages des huiles usagées
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réservoirs sont résistants, étanches, solidement amarrés et protégés des agressions extérieures, du fait notamment des véhicules. Ils sont équipés de dispositifs du niveau de liquide.</p> <p>Les réservoirs sont installés dans une cuvette de rétention d'une capacité au moins égale à 50 % de la capacité globale des réservoirs contenu.</p> <p>Ils sont installés de manière à prévenir le risque de corrosion, notamment au niveau des parties inférieures.</p> <p>Les réservoirs sont reliés au sol par une prise de terre présentant une résistance d'isolement inférieure à 100 ohms.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été constaté lors de l'inspection que la rétention contenant les cuves d'huiles usagées était remplie en partie, presque à hauteur du bas des cuves, ce qui peut contribuer à leur corrosion et à la détérioration anticipée du fond des cuves de stockages.</p> <p>Il a été constaté que les parois extérieures des cuves présentent de la corrosion. Il conviendrait que l'exploitant s'assure du bon état de ces dernières et de leurs bons entretiens.</p> <p>L'exploitant a expliqué que les derniers épisodes pluvieux ont rempli la rétention. Il a précisé qu'il allait pomper les eaux contenues et les rediriger soit dans les cuves de stockage huiles usagées si elles sont polluées, soit vers le séparateur à hydrocarbures, situé à proximité de l'aire du stockage des huiles usagées.</p> <p>Il a également été constaté que des boîtiers de dérivation, destinés initialement à l'alimentation des réchauffeurs des tuyauteries associées aux cuves, étaient proches d'être immergés par l'eau contenue dans la rétention. L'exploitant a précisé que ces boîtiers étaient déconnectés électriquement et qu'il y a peu d'intérêt à utiliser les réchauffeurs.</p> <p>Selon M. COHENDET, responsable SEVIA "huiles usagées", les huiles usagées qui transitent dans les tuyauteries ne sont pas amenées à geler.</p> <p>Par ailleurs, il n'a pas pu être constaté que les cuves sont reliées à la terre.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b></p> <p>Nous demandons à l'exploitant, sous un délai d'un mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de confirmer que le pompage des eaux pluviales présentes dans la rétention des cuves huiles usagées a été réalisé ;</li> <li>• de transmettre un rapport d'analyse de ces eaux pluviales, qui seront analysées en aval du séparateur à hydrocarbures, avant rejet dans le milieu naturel ;</li> <li>• de confirmer le retrait des boîtiers de dérivation, destinés initialement à l'alimentation des réchauffeurs des tuyauteries associées aux cuves. À défaut, l'exploitant envisagera de les rehausser ou prévoira un pompage de la rétention pour éviter tout risque d'immersion de ces boîtiers de dérivation ;</li> <li>• de justifier du bon état et de l'entretien des cuves et notamment des parois extérieures et des fonds de cuves qui semblent présenter un état de corrosion prononcé ;</li> <li>• de préciser si les cuves sont bien reliées à la terre.</li> </ul>
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

# ANNEXE PHOTOS – Inspection ONYX du 29 novembre 2023



**Vue globale de l'aire de stockage des huiles usagées**



**Exemple d'une cuve huiles usagées avec niveau de remplissage**



**Rétention des cuves huiles usagées remplie d'eaux pluviales/ boîtiers d'alimentation électrique des réchauffeurs de tuyaux associés aux cuves, presque immergés et déconnectés électriquement**